

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2010-2011

28 OCTOBRE 2010

Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle, en vue d'améliorer les droits de la défense lors de l'information et de l'instruction judiciaire

(Déposée par M. Philippe Mahoux)

DÉVELOPPEMENTS

Lorsque la commission de la Justice du Sénat s'est penchée, dès 2004, sur la proposition de réforme de la procédure pénale, dite «le Grand Franchimont», l'auteur de la présente proposition s'était inquiété, à juste titre, de savoir si la Commission de réforme de la procédure pénale avait discuté de l'opportunité de la présence d'un avocat lors des interrogatoires et auditions au stade de l'information (1).

Le professeur Franchimont avait, à l'époque, répondu que ce problème entraînait dans le cadre de la loi sur la détention préventive et qu'un projet de loi semblait être en préparation à ce sujet.

Il indiquait cependant ne pas s'opposer à ce système qui soulevait cependant, selon lui, certaines objections liées notamment au coût, à la rapidité de la justice, à l'alourdissement des tâches de l'assistance judiciaire.

Mr. Franchimont en concluait que, si l'on devait opter pour une telle solution, il faudrait à tout le moins prévoir un délai dans lequel l'avocat doit arriver, et que seule une personne déclarée suspecte pourrait bénéficier, lors de l'audition, de l'assistance d'un avocat.

(1) Rapport fait au nom de la Commission, 9 novembre 2005, *Doc. parl.* 3-450/20, p. 92-94.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2010-2011

28 OKTOBER 2010

Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van strafvordering teneinde de rechten van de verdediging beter te waarborgen tijdens het opsporingsonderzoek en het gerechtelijk onderzoek

(Ingediend door de heer Philippe Mahoux)

TOELICHTING

Toen de commissie voor de Justitie van de Senaat zich in 2004 boog over het voorstel tot hervorming van het strafprocesrecht, ook wel bekend als de «Grote Franchimont», vroeg de indiener van voorliggend voorstel zich af, overigens niet ten onrechte, of de Commissie strafprocesrecht gesproken had over het probleem van de aanwezigheid van de advocaat tijdens de ondervragingen en verhoren in het stadium van het opsporingsonderzoek (1).

Professor Franchimont repliceerde daar toen op dat die kwestie aan bod kwam in het kader van de wet op de voorlopige hechtenis en dat trouwens een wetsontwerp over de voorlopige hechtenis in de maak leek te zijn.

Hij gaf evenwel aan niet tegen dat systeem te zijn gekant, niettegenstaande er volgens hem een aantal bezwaren tegen bestonden inzake kostprijs, snelheid van het gerecht, en verzwarende van de taak van de rechtsbijstand.

Het besluit van de heer Franchimont was dan ook dat, mocht men voor dergelijke oplossing kiezen, men dan toch minstens in een welbepaalde termijn voor de komst van de advocaat moest voorzien en bepalen dat enkel een verdachte het recht had op de bijstand van een advocaat tijdens zijn ondervraging.

(1) Verslag namens de Commissie, 9 november 2005, Stuk Senaat, 3-450/20, blz. 92-94.

Par contre, le texte alors à l'examen prévoyait clairement d'introduire dans notre procédure pénale le droit, pour toute personne, de se taire, le fait de s'abstenir de répondre au stade de l'information constituant un droit fondamental.

Après avoir été voté au Sénat en décembre 2005, cette réforme n'a pas été poursuivie en raison de la dissolution des Chambres et aucune modification législative n'a été adoptée depuis en ce sens.

La question de la présence d'un avocat lors des auditions n'était pourtant pas neuve et avait déjà été discutée, au début des années 1990, devant la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), lors du débat ayant présidé à l'arrêt *Imbroschia c. Suisse* (1).

La Cour y relevait que : « *certes, l'article 6 (art. 6) a pour finalité principale, au pénal, d'assurer un procès équitable devant un « tribunal » compétent pour décider « du bien-fondé de l'accusation », mais il n'en résulte pas qu'il se désintéresse des phases qui se déroulent avant la procédure de jugement* ». Selon la Cour, ce même article « *peut jouer un rôle avant la saisine du juge du fond si et dans la mesure où son inobservation initiale risque de compromettre gravement le caractère équitable du procès.* ».

Cet arrêt a trouvé une amplification dans l'arrêt *John Murray c. Royaume Uni* (2) qui souligne que : « *dans ces conditions, la notion d'équité consacrée par l'article 6 (art. 6) exige que l'accusé ait le bénéfice de l'assistance d'un avocat dès les premiers stades de l'interrogatoire de police. Dénier cet accès pendant les quarante-huit premières heures de celui-ci, alors que les droits de la défense peuvent fort bien subir une atteinte irréparable, est — quelle qu'en soit la justification — incompatible avec les droits que l'article 6 (art. 6) reconnaît à l'accusé.* »

L'arrêt *Salduz c. Turquie* (3) confirme cette option jurisprudentielle et la renforce même: seules des raisons impérieuses, liées aux circonstances de l'espèce, peuvent justifier, aux yeux de la CEDH, qu'il ne soit pas fait appel à un avocat au stade de l'enquête.

Ceci conduit actuellement la Belgique à se trouver en complète contradiction avec la jurisprudence désormais constante de la CEDH, dès lors qu'elle n'a opéré aucune avancée législative en ce sens.

(1) *Imbroschia c. Suisse*, arrêt 24 novembre 1993, requête n° 13972/88, p. 9.

(2) *John Murray c. Royaume Uni*, arrêt 8 février 1996 rendu en Grande Chambre, p. 30.

(3) *Salduz c. Turquie*, arrêt 27 novembre 2008 rendu en Grande Chambre.

De toen behandelde tekst bepaalde daarentegen duidelijk om in ons strafprocesrecht voor iedereen het recht in te voeren om het stilzwijgen te bewaren, omdat het recht om niet te antwoorden tijdens het opsporingsonderzoek een grondrecht is.

Die hervorming werd in december 2005 in de Senaat goedgekeurd, maar de daaropvolgende ontbinding van beide Kamers verhinderde dat zij daadwerkelijk werd doorgevoerd. Vooralsnog werden geen wetswijzigingen in die zin goedgekeurd.

De vraag naar de aanwezigheid van een advocaat tijdens de ondervragingen was echter niet nieuw. Het Europees Hof voor de rechten van de mens (EHRM) had er zich begin jaren 1990 al over gebogen tijdens de debatten die leidden tot het arrest *Imbroschia v. Zwitserland* (1).

In zijn arrest merkt het Hof op : « *certes, l'article 6 (art. 6) a pour finalité principale, au pénal, d'assurer un procès équitable devant un « tribunal » compétent pour décider du « bien-fondé de l'accusation », mais il n'en résulte pas qu'il se désintéresse des phases qui se déroulent avant la procédure de jugement.* » Het Hof stelt dat datzelfde artikel « *peut jouer un rôle avant la saisine du juge du fond si et dans la mesure où son inobservation initiale risque de compromettre gravement le caractère équitable du procès.* ».

In het arrest *John Murray v. Verenigd Koninkrijk* (2) bevestigt het Hof die visie door te onderstrepen dat « *dans ces conditions, la notion d'équité consacrée par l'article 6 (art. 6) exige que l'accusé ait le bénéfice de l'assistance d'un avocat dès les premiers stades de l'interrogatoire de police. Dénier cet accès pendant les quarante-huit premières heures de celui-ci, alors que les droits de la défense peuvent fort bien subir une atteinte irréparable, est — quelle qu'en soit la justification — incompatible avec les droits que l'article 6 (art. 6) reconnaît à l'accusé.* »

Het arrest *Salduz v. Turkije* (3) bevestigt, meer nog, versterkt die rechtsopvatting: enkel om dwingende redenen die gelieerd zijn aan de omstandigheden van het geval, aldus het EHRM, valt het te rechtvaardigen dat in de onderzoeksfase geen beroep wordt gedaan op een advocaat.

Op dit ogenblik is de situatie in België dan ook volkomen in strijd met die ondertussen vaste rechtspraak van het EHRM, te meer daar in de desbetreffende Belgische wetgeving geen enkele wijziging in die zin werd doorgevoerd.

(1) *Imbroschia v. Zwitserland*, arrest 24 november 1993, verzoekschrift nr. 13972/88, blz. 9.

(2) *John Murray v. Verenigd Koninkrijk*, arrest 8 februari 1996, gewezen door de *Grande Chambre*, blz. 30.

(3) *Salduz v. Turkije*, arrest 27 november 2008, gewezen door de *Grote Kamer*.

Pour rappel, au terme de cette décision de la Grande Chambre de la CEDH prononcée à l'unanimité le 27 novembre 2008, il a été décidé que l'accès à un avocat doit être consenti dès le premier interrogatoire, et ce, conformément au droit à un procès équitable établi par l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Selon la Cour, il est en principe porté une atteinte irréversible aux droits de la défense lorsque des déclarations incriminantes — faites lors d'un interrogatoire subi sans assistance possible d'un avocat — sont utilisées pour fonder une condamnation.

Pour appuyer sa décision, la Grande Chambre de la Cour rappelle toute « *l'importance du stade de l'enquête pour la préparation du procès, dans la mesure où les preuves obtenues durant cette phase déterminent le cadre dans lequel l'infraction imputée sera examinée au procès (...). Parallèlement, un accusé se trouve souvent dans une situation particulièrement vulnérable à ce stade de la procédure, effet qui se trouve amplifié par le fait que la législation en matière de procédure pénale tend à devenir de plus en plus complexe, notamment en ce qui concerne les règles régissant la collecte et l'utilisation des preuves. Dans la plupart des cas, cette vulnérabilité particulière ne peut être compensée de manière adéquate que par l'assistance d'un avocat, dont la tâche consiste notamment à faire en sorte que soit respecté le droit de tout accusé de ne pas s'incriminer lui-même. Ce droit présuppose que, dans une affaire pénale, l'accusation cherche à fonder son argumentation sans recourir à des éléments de preuve obtenus par la contrainte ou les pressions au mépris de la volonté de l'accusé (...).* »

Cette possibilité n'existe pas, dans le droit positif belge, en sorte que la jurisprudence de la CEDH, confirmée et étayée par bon nombre d'arrêts postérieurs à l'arrêt *Salduz* (1), permet dès à présent aux avocats de se fonder sur ce même arrêt et sur l'article 6 de la Convention européenne, pour obtenir l'annulation des procédures judiciaires basées sur les déclarations d'un suspect faites en l'absence de son avocat.

Autrement dit, on peut considérer que la seule absence de l'avocat lors de l'interrogatoire constitue désormais, au regard de la CEDH, une cause d'iniquité du procès.

Cette prise en compte de la vulnérabilité de toute personne soumise à un interrogatoire et à la complexité d'un système pénal trouve également une

(1) Voir notamment: CEDH, 11 décembre 2008, n° 4268/04 *Panovits c. Chypre*; *Dayanan c. Turquie*; CEDH, 13 octobre 2009, n° 24829/03.

Er wordt aan herinnerd dat de — overigens unanimie — beslissing van de Grote Kamer van het EHRM van 27 november 2008 stelt dat de toegang tot de advocaat van bij het eerste verhoor moet worden toegestaan, overeenkomstig het recht op een billijk proces zoals dat wordt gewaarborgd door artikel 6 van het Europees Verdrag voor de mensenrechten.

Volgens het Hof worden in beginsel de rechten van de verdediging op onherstelbare wijze geschonden wanneer een veroordeling wordt gegrond op incriminerende verklaringen die men aflegde tijdens een verhoor dat werd afgenomen zonder dat men daarbij de mogelijkheid had gekregen om bijstand van een advocaat te genieten.

Tot staving van zijn beslissing wijst de Grote Kamer van het Hof op de grote « *importance du stade de l'enquête pour la préparation du procès, dans la mesure où les preuves obtenues durant cette phase déterminent le cadre dans lequel l'infraction imputée sera examinée au procès (...). Parallèlement, un accusé se trouve souvent dans une situation particulièrement vulnérable à ce stade de la procédure, effet qui se trouve amplifié par le fait que la législation en matière de procédure pénale tend à devenir de plus en plus complexe, notamment en ce qui concerne les règles régissant la collecte et l'utilisation des preuves. Dans la plupart des cas, cette vulnérabilité particulière ne peut être compensée de manière adéquate que par l'assistance d'un avocat, dont la tâche consiste notamment à faire en sorte que soit respecté le droit de tout accusé de ne pas s'incriminer lui-même. Ce droit présuppose que, dans une affaire pénale, l'accusation cherche à fonder son argumentation sans recourir à des éléments de preuve obtenus par la contrainte ou les pressions au mépris de la volonté de l'accusé (...).* »

Aangezien het Belgische positieve recht die mogelijkheid niet biedt, hebben de advocaten vrij spel om onder verwijzing naar die EHRM-rechtspraak in de zaak *Salduz* (1) — die in tal van latere arresten werd bevestigd en gestaafd — en naar artikel 6 van het Europees Mensenrechtenverdrag de nietigverklaring te vorderen van een gerechtelijke procedure die wordt gevoerd op grond van verklaringen die een verdachte aflegde zonder dat zijn advocaat daarbij aanwezig was.

Om het anders te formuleren, voortaan kan worden aangenomen dat de afwezigheid van de advocaat tijdens de ondervraging voor het EHRM op zich een voldoende grond is om te oordelen dat het proces niet billijk is verlopen.

Er moet dus rekening worden gehouden met de kwetsbaarheid van een persoon die wordt onderworpen aan een verhoor of die wordt geconfronteerd met

(1) Zie met name: EHRM, 11 december 2008, nr. 4268/04 *Panovits v. Cyprus*; *Dayanan v. Turkije*; EHRM, 13 oktober 2009, nr. 24829/03.

expression jurisprudentielle au travers de la nécessité de confirmer légalement le système des *Miranda rights*.

Pour rappel, il s'agit de l'obligation faite aux autorités judiciaires d'informer le prévenu de son droit à garder le silence et à bénéficier de l'assistance d'un avocat.

Comme souligné ci-dessus, cette obligation constitue un droit fondamental mais n'a pas été intégrée comme telle à notre procédure pénale, contrairement au vote du Sénat.

L'objet de la présente proposition vise donc à modifier la loi pour la mettre en conformité avec les décisions de la CEDH et éviter ainsi, d'une part, une condamnation européenne et, d'autre part, des disparités jurisprudentielles belges, certaines juridictions faisant application de l'effet direct des arrêts de la CEDH et d'autres pas.

Reste bien entendu la question de savoir comment mettre en place ce système.

Dans une lettre adressée aux présidents de partis à la veille des dernières élections, l'Ordre des barreaux francophone et germanophone de Belgique (OBFG) souhaitait que toute personne privée de liberté puisse se faire assister d'un avocat au cours de sa garde à vue. La notion d'assistance d'un avocat doit viser notamment :

- un entretien préalable,
- une assistance pendant l'interrogatoire de la police mais aussi pendant l'interrogatoire du juge d'instruction.

Cette vision des choses rejoint l'avant-projet de loi français de réforme de la procédure pénale, transmis début septembre 2010 au Conseil d'État.

En l'espèce, la loi française prévoit actuellement une rencontre entre l'avocat et son client qu'après la première heure de garde à vue, et ce pour trente minutes.

L'objectif poursuivi par le législateur français est de permettre désormais à la personne de s'entretenir avec un avocat, choisi par elle ou commis d'office, dès le début de la garde à vue. Cet entretien ne peut excéder trente minutes.

La personne gardée à vue peut également demander que l'avocat assiste aux auditions dont elle fait l'objet au cours de la mesure, dès le début de celle-ci.

het complexe strafrechtstelsysteem. Daarom wordt in de jurisprudentie ook vaak opgeroepen om het systeem van de *Miranda rights* wettelijk te verankeren.

Het gaat om de verplichting voor de gerechtelijke overheid om de beklaagde te informeren dat hij het recht heeft het stilzwijgen te bewaren en zich te laten bijstaan door een advocaat.

Zoals hoger aangestipt, vormt die verplichting een grondrecht, dat echter niet als dusdanig in ons strafprocesrecht is opgenomen, in weerwil van wat de Senaat ter zake had beslist.

Dit voorstel beoogt dan ook een wetwijziging om de wet af te stemmen op de EHRM-rechtspraak en te voorkomen dat ons land door Europa wordt veroordeeld en dat de Belgische rechtspraak aan eenvormigheid zou inboeten doordat sommige rechtscollèges wel met de rechtstreekse uitwerking van de EHRM-arresten rekening zouden houden en andere niet.

Uiteraard rijst nog steeds de vraag hoe dat systeem moet worden ingevoerd.

De *Ordre des barreaux francophones et germanophone* (OBFG) drukte in een brief die zij aan de vooravond van de jongste verkiezingen aan de partijvoorzitters richtte, de wens uit dat iedere persoon die van zijn vrijheid is benomen zich tijdens de inverzekeringstelling kan laten bijstaan door een advocaat. Onder bijstand van een advocaat moet onder meer worden begrepen :

- een voorafgaand gesprek,
- bijstand tijdens zowel de ondervraging door de politie als de ondervraging door de onderzoeksrechter.

Die zienswijze sluit aan bij het voorontwerp van wet tot hervorming van de strafrechtprocedure, dat in Frankrijk werd ingediend en begin september 2010 aan de Franse *Conseil d'État* werd voorgelegd.

De Franse wet bepaalt momenteel dat het gesprek tussen de advocaat en zijn cliënt pas na het eerste uur van inverzekeringstelling plaatsvindt, en dertig minuten duurt.

De Franse wetgever beoogt nu om de betrokken persoon van bij de aanvang van de inverzekeringstelling voortaan de mogelijkheid te bieden tot een gesprek met een advocaat die hij zelf kiest of die hem ambtshalve wordt toegewezen. Dat gesprek mag niet langer dan dertig minuten duren.

De persoon die in verzekering is gesteld, kan eveneens vragen dat de advocaat aanwezig is bij de verhoren die tijdens de inverzekeringstelling, en al meteen van bij de aanvang ervan, plaatsvinden.

Un droit d'appréciation de l'opportunité de cette assistance est ouvert à l'officier de police judiciaire, qui doit en référer sans délai au procureur de la République, lequel peut décider, en considération des circonstances particulières tenant à la nécessité de rassembler ou conserver les preuves, de différer la présence de l'avocat lors des auditions, pendant une durée ne pouvant excéder douze heures.

Selon l'auteur, les mêmes règles peuvent être appliquées, *mutatis mutandis*, en droit belge, pour toute personne interrogée, conformément aux garanties déjà prévues par l'article 47bis du Code d'instruction criminelle. Cette même protection doit également être assurée au niveau de l'instruction.

Pour ce faire, il faudra que les barreaux mettent en place un système efficace de permanence d'avocats.

Il convient donc, d'abord, de revenir sur l'article 47bis du Code d'instruction criminelle qui définit certaines garanties d'audition pour toutes les personnes entendues, ensuite, sur la loi relative à la détention préventive, lors de la procédure d'instruction.

COMMENTAIRES DES ARTICLES

Article 2

Cet article modifie l'article 47bis du CIC en vue d'y inscrire le droit, pour toute personne auditionnée, de s'entretenir préalablement avec un avocat et d'être assistée par lui au cours de l'audition. Son droit à garder le silence y est également spécifié.

Le texte prévoit les modalités selon lesquelles l'avocat de la personne doit être averti et le délai dans lequel il doit être présent, aux côtés de son client, ainsi que la solution prévue dans l'hypothèse où l'avocat n'arrive pas dans le délai imparti !

Le texte prévoit, à l'instar de l'avant-projet de loi français, la possibilité pour la personne interrogée d'avoir, avec son avocat, un entretien préalable à l'audition, lequel ne peut excéder trente minutes.

Il est également prévu que, si l'avocat n'est pas présent dans le délai imparti, il peut se joindre à l'audition dès son arrivée.

Enfin, un système de renonciation claire à l'assistance d'un avocat est prévu.

De officier van gerechtelijke politie krijgt de bevoegdheid om te appreciëren of die bijstand al dan niet aangewezen is. Hij moet zijn beoordeling onverwijld meedelen aan de procureur van de Republiek, die in het licht van bijzondere overwegingen over de noodzaak om bewijzen te verzamelen of te bewaren, kan beslissen om de aanwezigheid van de advocaat tijdens de verhoren voor ten hoogste twaalf uur uit te stellen.

Volgens de indiener kunnen dezelfde regels *mutatis mutandis* in het Belgische rechtsbestel worden toegepast, met inachtneming van de waarborgen die artikel 47bis van het Wetboek van strafvordering al biedt. Ook op het niveau van het gerechtelijk onderzoek moet dezelfde bescherming worden gewaarborgd.

Hiervoor moeten de balies voorzien in een efficiënt systeem van advocaten met wachtdienst.

In de eerste plaats moet dan ook artikel 47bis van het Wetboek van strafvordering worden aangepakt, over de waarborgen die tijdens het verhoor aan alle ondervraagde personen worden geboden, en vervolgens de wet betreffende de voorlopige hechtenis, wat de procedure van het gerechtelijk onderzoek betreft.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 2

Dit artikel behelst een wijziging van artikel 47bis Wb. Sv., waarbij voor iedere ondervraagde persoon het recht wordt ingevoerd om voorafgaandelijk aan het verhoor een gesprek te hebben met een advocaat en tijdens het verhoor door een advocaat te worden bijgestaan. Ook zijn recht om er het zwijgen toe te doen wordt in dit artikel opgenomen.

De tekst bepaalt op welke wijze de advocaat van de ondervraagde persoon moet worden ingelicht en over welke termijn hij beschikt om aanwezig te zijn aan de zijde van zijn cliënt. Ook voor het geval de advocaat niet binnen de hem toegemeten termijn ter plaatse is, bepaalt de tekst een oplossing.

Naar het voorbeeld van het in Frankrijk ingediende voorontwerp van wet bepaalt de tekst dat de ondervraagde persoon de mogelijkheid heeft om voorafgaandelijk aan zijn ondervraging een gesprek van ten hoogste dertig minuten te hebben met zijn advocaat.

De tekst bepaalt eveneens dat de advocaat, indien hij niet binnen de hem toegemeten termijn aanwezig is, het verhoor kan bijwonen zodra hij aangekomen is.

Tot slot regelt de tekst ook een systeem om op duidelijke wijze af te zien van de bijstand van een advocaat.

Articles 3 à 5

Ces articles modifient les articles 16, § 4, et 20, § 1^{er}, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive en vue d'y inscrire le droit de l'inculpé de s'entretenir préalablement avec un avocat et d'être assisté par lui lors de son interrogatoire, selon les mêmes règles et principes, *mutatis mutandis*, que ceux prévus à l'article 2. Cette inscription a pour effet de supprimer le paragraphe premier de l'article 20 de la loi en question.

Philippe MAHOUX.

*
* *

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

À l'article 47*bis* du Code d'instruction criminelle, inséré par la loi du 6 janvier 2003, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les dispositions du point 1 sont remplacées par les dispositions sous les points 1 et 2, rédigés comme suit :

« 1. Préalablement à toute audition, il est communiqué à la personne interrogée :

a) Qu'elle a le droit de garder le silence et qu'elle a le droit de s'entretenir avec un avocat, soit choisi par elle, soit commis d'office. Si elle n'est pas en mesure d'en désigner un ou si l'avocat choisi ne peut être contacté, elle peut demander qu'il lui en soit commis un d'office par le bâtonnier.

Le bâtonnier est informé de cette demande par tous moyens et sans délai.

b) L'avocat choisi ou commis d'office doit être présent sur le lieu de l'audition dans l'heure qui suit le contact avec ledit avocat ou le bâtonnier. À défaut, l'audition pourra débuter hors de sa présence, mais

Artikelen 3 tot 5

Deze artikelen behelzen een wijziging van de artikelen 16, § 4, en 20, § 1, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, om in die wet voor de verdachte het recht op te nemen op een voorafgaand gesprek met een advocaat en op bijstand van die advocaat tijdens zijn ondervraging, *mutatis mutandis* volgens dezelfde regels en beginselen die in artikel 2 zijn bepaald. Als gevolg van deze invoeging vervalt de eerste paragraaf van artikel 20 van de betrokken wet.

*
* *

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 47*bis* van het Wetboek van strafvordering, ingevoegd bij de wet van 6 januari 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het bepaalde onder punt 1 wordt vervangen door het bepaalde onder de punten 1 en 2 hierna, die als volgt luiden :

« 1. Ieder verhoor begint met de mededeling aan de ondervraagde persoon dat :

a) hij het recht heeft het stilzwijgen te bewaren en ook het recht heeft een advocaat van zijn keuze of een hem ambtshalve toegewezen advocaat te spreken. Indien de ondervraagde persoon niet in staat is zelf een advocaat aan te wijzen of indien het niet mogelijk is de advocaat van zijn keuze te bereiken, dan kan hij vragen dat de stafhouder hem ambtshalve een advocaat toewijst.

De stafhouder wordt met alle mogelijke middelen onverwijld van dat verzoek op de hoogte gebracht.

b) de gekozen of ambtshalve aangestelde advocaat moet binnen het uur nadat met hem of met de stafhouder in contact werd getreden, aanwezig zijn op de plaats waar het verhoor zal plaatsvinden. Is hij niet

uniquement après un entretien téléphonique entre la personne interrogée et un avocat de permanence.

L'avocat communique avec la personne dans des conditions qui garantissent la confidentialité de l'entretien.

La durée de l'entretien préalable ne peut excéder trente minutes.

c) La personne interrogée peut renoncer au droit de s'entretenir avec un avocat. Dans ce cas, cette renonciation doit intervenir dès après la communication prévue au point *a)* et en tout cas avant le début de toute audition. Elle ne peut avoir lieu qu'après que la personne interrogée ait eu un contact téléphonique avec un avocat de permanence. Elle doit être faite par écrit et être datée et signée par la personne interrogée.

2. Au début de toute audition, il est communiqué à la personne interrogée :

a) qu'elle a le droit de bénéficier de la présence et de l'assistance de l'avocat choisi par elle ou commis d'office lors des auditions dont elle fait l'objet;

b) qu'elle a le droit de garder le silence;

c) qu'elle peut demander que toutes les questions qui lui sont posées et les réponses qu'elle donne soient actées dans les termes utilisés;

d) qu'elle peut demander qu'il soit procédé à tel acte d'information ou telle audition;

e) que ses déclarations peuvent être utilisées comme preuve en justice. »;

2° les dispositions des points 2 à 5 sont renumérotées en points 3 à 6.

Art. 3

Dans l'article 16 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive est inséré un paragraphe 4/1, rédigé comme suit :

« § 4/1. Au début de tout interrogatoire prévu au paragraphe 2, le juge d'instruction doit communiquer à l'inculpé :

a) qu'il a le droit de bénéficier de la présence et de l'assistance de l'avocat choisi par lui ou commis d'office lors des interrogatoires dont il fait l'objet;

aanwezig, dan kan het verhoor aanvangen zonder hem, maar enkel nadat een telefonisch gesprek heeft plaatsgevonden tussen de ondervraagde persoon en een advocaat met wachtdienst.

De communicatie tussen de persoon en de advocaat verloopt onder omstandigheden die het vertrouwelijke karakter van hun gesprek waarborgen.

Het voorafgaande onderhoud mag niet langer dan dertig minuten duren.

c) de ondervraagde persoon kan afzien van zijn recht om een advocaat te spreken. In dat geval moet de afstand van dat recht plaatsvinden van zodra de onder *a)* bedoelde mededeling werd gedaan en in ieder geval voor de aanvang van enig verhoor. De ondervraagde persoon kan slechts afstand doen nadat hij telefonisch in contact is getreden met een advocaat met wachtdienst. De afstand moet schriftelijk worden gedaan, en gedateerd en ondertekend zijn door de ondervraagde persoon.

2. Ieder verhoor begint met de mededeling aan de ondervraagde persoon dat :

a) hij tijdens zijn ondervragingen steeds recht heeft op de aanwezigheid en de bijstand van de advocaat van zijn keuze of van een hem ambtshalve toegewezen advocaat;

b) hij het recht heeft het stilzwijgen te bewaren;

c) hij kan vragen dat alle vragen die hem worden gesteld en alle antwoorden die hij geeft worden genoteerd in de gebruikte bewoordingen;

d) hij kan vragen dat een bepaalde opsporingshandeling wordt verricht of dat een bepaald verhoor wordt afgenomen;

e) zijn verklaringen als bewijs in rechte kunnen worden gebruikt. »

2° de punten 2 tot 5 worden vernummerd tot de punten 3 tot 6.

Art. 3

In artikel 16 van de Wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis wordt een paragraaf 4/1 ingevoegd, die luidt als volgt :

« § 4/1. De onderzoeksrechter moet de verdachte bij de aanvang van elke in paragraaf 2 bedoelde ondervraging meedelen dat :

a) de verdachte tijdens zijn ondervragingen recht heeft op de aanwezigheid en de bijstand van een advocaat van zijn keuze of van een hem ambtshalve toegewezen advocaat;

b) qu'il a le droit de garder le silence.»

Art. 4

L'article 16, § 4, de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Préalablement à l'interrogatoire prévu au paragraphe 2, le juge d'instruction doit informer l'inculpé qu'il a le droit de garder le silence et qu'il a le droit de s'entretenir avec un avocat, soit choisi par lui, soit commis d'office. S'il n'est pas en mesure d'en désigner un ou si l'avocat choisi ne peut être contacté, il peut demander qu'il lui en soit commis un d'office par le bâtonnier.

Le bâtonnier est informé de cette demande par tous moyens et sans délai.

L'avocat choisi ou commis d'office doit être présent sur le lieu de l'interrogatoire dans l'heure qui suit le contact avec ledit avocat ou le bâtonnier. À défaut, l'interrogatoire pourra débiter hors de sa présence, mais uniquement après un entretien téléphonique entre l'inculpé et un avocat de permanence.

L'avocat communique avec l'inculpé dans des conditions qui garantissent la confidentialité de l'entretien.

La durée de l'entretien préalable ne peut excéder trente minutes.

L'inculpé peut renoncer au droit de s'entretenir avec un avocat. Dans ce cas, cette renonciation doit intervenir dès après la communication prévue à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe et en tout cas avant le début de tout interrogatoire. Elle ne peut avoir lieu qu'après que l'inculpé ait eu un contact téléphonique avec un avocat de permanence. Elle doit être faite par écrit et être datée et signée par l'inculpé.»

Art. 5

L'article 20, § 1^{er}, de la même loi est supprimé.

1^{er} octobre 2010.

Philippe MAHOUX.

b) de verdachte het recht heeft het stilzwijgen te bewaren.»

Art. 4

Artikel 16, § 4, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« § 4. Voorafgaandelijk aan de in paragraaf 2 bedoelde ondervraging moet de onderzoeksrechter de verdachte meedelen dat hij het recht heeft het stilzwijgen te bewaren en een advocaat van zijn keuze of een hem ambtshalve toegewezen advocaat te spreken. Indien de verdachte niet in staat is om een advocaat aan te wijzen of indien het niet mogelijk is de door hem gekozen advocaat te bereiken, kan hij vragen dat de stafhouder hem ambtshalve een advocaat toewijst.

De stafhouder wordt met alle mogelijke middelen onverwijld van dat verzoek op de hoogte gebracht.

De gekozen of ambtshalve aangestelde advocaat moet binnen het uur nadat met hem of met de stafhouder in contact werd getreden, aanwezig zijn op de plaats waar de ondervraging zal plaatsvinden. Is hij niet aanwezig, dan kan de ondervraging aanvangen zonder hem, maar enkel nadat een telefonisch gesprek heeft plaatsgevonden tussen de verdachte en een advocaat met wachtdienst.

De communicatie tussen de persoon en de advocaat verloopt onder omstandigheden die het vertrouwelijke karakter van hun gesprek waarborgen.

Het voorafgaande onderhoud mag niet langer dan dertig minuten duren.

De verdachte kan afzien van zijn recht om een advocaat te spreken. In dat geval moet de afstand van dat recht plaatsvinden van zodra de in het eerste lid van deze paragraaf bedoelde mededeling werd gedaan en in ieder geval voor de aanvang van enige ondervraging. De verdachte kan slechts afstand doen nadat hij telefonisch in contact is getreden met een advocaat met wachtdienst. De afstand moet schriftelijk worden gedaan, en gedateerd en ondertekend zijn door de verdachte.»

Art. 5

Artikel 20, § 1, van dezelfde wet vervalt.

1 oktober 2010.